

### Communiqué:

L'implantation par le groupe Pierre et Vacances d'un Center Parcs, complexe aquatique, sur la commune de Roybon dans les Chambaran fait l'objet de vives contestations et d'un fort soutien.

C'est dans le bois des Avenières qui surplombe le village de Roybon au sein de la forêt de Chambaran, au sommet d'un bassin versant, que le groupe Pierre et Vacances souhaite implanter le plus grand Center Parcs d'Europe. Pour ce projet, selon les instigateurs, il suffira de sacrifier environ 120 hectares de zones humides, de priver les populations d'un bois, de vendre du terrain au promoteur, pour 30 centimes d'euros le m<sup>2</sup> constructible pour construire mille cottages, et une piscine tropicale chauffée à 29° toute l'année.

Selon l'association PCSCP Pour les Chambaran Sans Center Parcs, entre la niche fiscale, les subventions, les nouvelles infrastructures nécessaires, chaque embauche coûterait au contribuable 239 000 Euros.

*Conseil général de l'Isère* : 14 M €

*Subventions de la région* : 7 M €

*Subventions communauté de commune de Roybon* : 7 M €

*Syndicat des Eaux de la Galaure* : 5,4 M€

*Roybon pour le contournement du village* : 4 M€

**Coût pour les collectivités locales et régionales.....A= 37,4 M €**

**Niche fiscale Censi-Bouvard : 11% d'abattement fiscal...B= 27,15 M €**

**TVA reversée aux investisseurs**

*(20% d'un montant global HT de 237,3 M€).....C= 47,46 M €*

**Coût total des aides directes**

*(hors routes, acheminement électricité, etc ...)...... A+B+C= 112 M €*

**Nombre d'équivalents emplois à temps plein créés au Center Parc des Chambaran** : 468

**Coût moyen payé par le contribuable par emploi créé** : 239 338 €

**(112 M € / 468)**

Avec les sommes engagées dans ce projet, il y aurait de quoi créer et consolider les emplois supprimés dans les services publics (éducation, santé, social, culture, etc.), bref, de l'argent public au service du public !

Pour lancer ce projet, les investisseurs institutionnels comme la Caisse des dépôts et consignations pourraient, plutôt que d'acheter des bungalows du Center Parcs à des fins de spéculations financières, financer des projets de gites ruraux, des logements HLM pour les habitants en précarité ou exclus du marché immobilier privatif à cause du coût du foncier, soutenir l'implantation de commerces de proximité, des projets d'exploitations agricoles, de développement du tourisme autour du lac artificiel de Roybon, entre autres exemples.

L'Union Locale CGT Voiron préférerait la mise en place d'un projet de développement touristique rural, écologique, de proximité, à taille humaine :

- Un éco musée basé sur les techniques d'exploitations du bois, sur l'existence dans le passé des verriers, des tuileries, et de la fabrication de charbon de bois.
- Un musée de la chasse, l'emblème de Roybon.
- La mise en valeur de la maison des Loives. Une maison de randonnées forestières avec des guides issus du cru. La création d'une carte et l'entretien des sentiers de la forêt.

Et la liste n'est pas exhaustive.

Nous sommes attachés aux valeurs de solidarité, d'équité en opposition aux logiques de marchandisation creusant durablement les inégalités. La puissance d'enchantement de l'industrie touristique repose sur sa capacité à faire oublier son caractère précisément industriel, par conséquent soumis aux règles d'un productivisme et d'un consumérisme sans frontières.

Mais par sa présence même, le consommateur détruit ce qu'il est venu chercher.

Agir pour créer les conditions de l'accès à des droits fondamentaux pour tous comme les vacances, les loisirs, la culture, les activités sportives, c'est affirmer un choix de société dont la finalité est la satisfaction des besoins des familles et des personnes, et non le profit. C'est notre priorité car elle conditionne l'équilibre de tout individu et contribue à son épanouissement personnel, dans sa vie et dans ses rapports collectifs et sociaux.

Tourisme social parce que solidaire, voilà ce que nous défendons, fort de notre vécu, de nos expériences. Ne galvaudons pas ce qui a fait et continuera à faire le socle de notre modèle social.

Pour notre part, nous continuons à agir pour que vive et se développe ici et ailleurs le tourisme social et solidaire au service des peuples.

Les perspectives d'emploi stable sont faibles dans une société où se développent les égoïsmes, l'individualisme. L'Union Locale CGT Voiron s'interroge sur les emplois promis qui, en dehors de ceux apportés ponctuellement par la mise en place des infrastructures, ne seront que précaires, à temps partiels et dans des ambiances de travail compliquées selon l'expérience des employés d'autres centres : des nettoyeurs du dimanche sur exploités.

D'autant que l'association Les jardins du Prado, la fondation des Apprentis d'Auteuil, l'association AFIPAEIM et la maison du Conseil Général de Bièvre-Valloire travaillent à l'élaboration d'un groupement d'employeur où, par un jeu de passe-passe, le Center Parcs serait inclus. Un groupement d'employeur n'est ni plus, ni moins qu'un dispositif de prêt de main d'œuvre, genre d'agence d'intérim bon marché pour employeurs peu scrupuleux des droits des salariés et des garanties collectives.

L'Union Locale CGT Voiron s'interroge aussi sur l'agitation soudaine des élus locaux qui, du FN au PS, se retrouvent derrière une même banderole. Est-ce une façon de se dédouaner de leur immobilisme passé devant cet espace inexploité, ou plus prosaïquement d'aider à l'aboutissement d'un projet qui miraculeusement épongerait la dette de Roybon ? Ces mêmes élus n'ont jamais protestés avec autant d'ardeur lors des suppressions de postes dans les services publics (écoles, trésor public, collège, bureaux de poste, etc...) et ils furent moins virulents lors de la fermeture de l'usine Schaeffler à Saint Siméon de Bressieux. M Bachasson, alors maire de Roybon jouant sur l'émotion, n'hésita pas à promettre aux salariés licenciés un futur emploi au Center Parcs. Il a simplement omis de leur préciser que le salaire y serait trois fois moins élevé !

On le voit, tout se prépare pour faire travailler les personnes fragilisées à moindre coût. Déqualifications et licenciements d'un côté et précarisation accrue de l'autre, une gestion de la misère sociale.

Concernant les commerces alentours, il n'est pas certain qu'ils soient gagnants alors que tout est prévu à l'intérieur du centre. Avec les propositions de la CGT, le ressort économique que les commerçants et les habitants attendent se ferait en un cercle vertueux ne dépendant pas d'un

nouvel oligarque, exigeant subventions, abaissement des conditions sociales, mises à disposition des forces vives et des ressources.

Aujourd'hui, le choix de l'austérité, le choix de la mise en concurrence des hommes et des territoires veut nous amener à accepter des solutions qui n'en sont pas.

Le modèle économique en route pour la région de Roybon répond à la logique bien connue du « on ne peut pas faire autrement » : il est absolument nécessaire de développer l'activité économique sur des territoires qui sont durement touchés par la désindustrialisation et par la fermeture de nombreux services publics ; il n'y a plus d'emplois, vous devrez donc accepter ce qui se présentera et ce sera votre seule chance : Center Parcs ou rien.

La population doit-elle obéir aveuglément alors qu'il existe d'autres solutions ?

L'Union Locale CGT Voiron se prononce pour que les sommes allouées à cet effet soit utilisées démocratiquement pour élaborer un projet, touristique ou autre, basé sur une vraie identité locale et en concertation avec les populations concernées.